

R@S : la naissance d'un acteur majeur de l'« Internet militant » français

Fabien Granjon^{*} et Asdrad Torres^{**}

Le Réseau associatif et Syndical (R@S) a été créé en avril 1996, au lendemain du large mouvement social de novembre-décembre 1995, dans le but de répondre aux besoins en information-communication propres aux organisations militantes participant de mobilisations d'ampleur, lesquelles, dans certains de leurs développements (grèves, blocages, etc.), peuvent rendre difficiles les échanges et la coordination de l'action collective. Jusqu'en 2009, date de sa dissolution, le R@S a été, avec d'autres (Mygale, Intern@tif, Altern, Globenet, Samizdat, etc.) un acteur discret, mais majeur dans la structuration et le développement d'un sous-champ spécifique de *l'espace des mouvements sociaux*¹, celui travaillant à l'acculturation et à l'appropriation des technologies de la néo-télématique par les mouvements sociaux : « Dans le milieu associatif, témoigne Michel Cartereau², ils ne connaissaient pratiquement pas ces outils. Ils ne comprenaient pas pourquoi il fallait passer du temps à taper un message alors qu'ils

pouvaient utiliser un télécopieur ou téléphoner à quelqu'un ». Ayant pour objectif d'encourager, de faciliter et de promouvoir les usages de l'informatique connectée par les groupements militants « œuvrant pour les droits de la personne, les droits des travailleurs et le soutien aux peuples en lutte pour leur émancipation » (extrait des statuts), le R@S a inauguré une cause et une forme d'engagement singulières portées par l'exigence de construire un Internet à la croisée de préoccupations militantes et d'inscription de l'action collective dans un rapport non-marchand aux outils d'information et de communication.

Cet article souhaite documenter la période de création du R@S (décembre 1995-décembre 1996) en prêtant une attention plus particulière à certaines dimensions sociopolitiques du projet. En premier lieu, il s'agit de recontextualiser l'initiative dans la période : quelles sont les *structures des opportunités politiques* du moment (*i.e.* la conjoncture sociale et politique de

* Professeur des Universités, CEMTI/Université Paris 8.

** Ingénieur en informatique/co-fondateur du R@S.

la période)³ ? Quels sont les défis auxquels les fondateurs doivent alors répondre ? Pourquoi Internet est-il saisi comme permettant de surmonter certains de ces obstacles ? En deuxième lieu, il s'agit également d'identifier les caractéristiques principales de « l'Internet militant », sous-champ spécifique de l'espace des mouvements sociaux, lequel ne cessera de prendre de l'ampleur dans les années qui suivront : quelles sont les organisations participant de ce sous-champ ? En quoi leurs projets respectifs diffèrent-ils de celui du R@S ? En troisième lieu, il nous semble indispensable d'établir un lien entre les carrières militantes et professionnelles des fondateurs du projet et le *design* techno-politique de celui-ci : quelles sont les dispositions et formes de capitaux militants sur lesquelles ont fait fond les initiateurs ? Quelles sont les compétences et les expertises qui se sont avérées essentielles ? Comment a été réfléchi et mis en acte le saisissement mutuel du technique et du politique ? Quelles ont été les conditions matérielles (les *ressources*) nécessaires à la réalisation des objectifs ? Quels sont les cadres interprétatifs (le travail de signification) communs mobilisés au moment de la naissance du R@S ?

Nous souhaitons donc éclairer ce qui semble apparaître comme l'un des temps forts, en France, de l'émergence de nouveaux acteurs participant à part entière de l'espace des mouvements sociaux, depuis des intérêts singuliers centrés sur les usages des technologies

les plus récentes d'information et de communication. Les matériaux empiriques sont constitués par des entretiens conduits avec les principaux acteurs à l'initiative de la fondation du R@S et s'appuient sur l'analyse de nombreuses archives de l'organisation auxquelles nous avons eu un accès privilégié.

Le mouvement social de novembre-décembre 1995

Le mouvement social de novembre-décembre 1995 ouvre, en France, un nouveau cycle de luttes et marque le retour de la question sociale. Depuis mai 1968, la France n'avait pas été le territoire de luttes sociales de cette ampleur. Le rejet massif d'une réforme présentée par Alain Juppé (alors Premier ministre) sur le régime de retraite des salariés a lancé la contre-offensive sociale. Alliés aux étudiants qui protestaient contre la tentative de mise en pièces du système d'enseignement supérieur, à des acteurs collectifs nouvellement organisés comme les chômeurs et les « sans » (APEIS, MNCP, AC!, Droit devant!, DAL, etc.) et aux centrales syndicales anciennes (l'aile gauche de la CFDT, FO, la CGT) et nouvelles (groupes des 10, SUD, etc.), les travailleurs (pour l'essentiel des services publics) se sont mobilisés pour défendre leurs acquis sociaux fondamentaux (retraite et sécurité sociale).

Durant le conflit, les acteurs de la critique sociale se trouvent assez largement exclus des médias dominants. Mais, plus marquant encore que ce

« déni médiatique », l'appropriation d'Internet par les acteurs du mouvement social est à considérer comme le phénomène « médiatique » le plus important de la période. L'existence d'un front unitaire constitué de réseaux de militants géographiquement et organisationnellement dispersés a posé aux entrepreneurs de mobilisation du mouvement une série de questions autour des formes de l'action collective, des coûts de la mobilisation, de la structuration et de l'entretien d'un mouvement multipolaire, notamment à l'international : « Sans le R@S, il n'y aurait probablement pas eu de Marches européennes présume Christophe Aguiton. Les marches européennes, c'est mai 1997 à Amsterdam. On va monter les marches en 1996 [...] et il faut le faire à l'échelon européen, de la Finlande au Maroc et de l'Irlande à Sarajevo. Donc, c'est vraiment un truc qui est très large en amplitude géographique et sans le R@S... l'affaire plantait, on n'aurait jamais réussi à faire ça ». Ce n'est donc pas sans raison que les acteurs du mouvement social ont développé un usage précoce et décisif de l'Internet. Ce dernier a constitué un nouvel appui logistique facilitant les échanges et a permis de créer des « ateliers virtuels » sur la base desquels ont été discutées et préparées certaines mobilisations. Internet a permis d'instaurer de nouvelles modalités dans le travail militant, d'autres façons de gérer les compétences et a participé à la création de nouveaux répertoires d'action (appels à mobilisation, réseaux d'alerte,

pétitions en ligne, etc.). Il a aussi autorisé l'émergence de nouveaux modes coopératifs de production, de circulation et de consommation de l'information, ainsi que la création de nouvelles arènes d'expression publique (sites, listes de diffusion, forums) qui sont à envisager comme une critique en actes de la forme dominante de l'espace public médiatique. La volonté de ne pas laisser le monopole des représentations officielles et des cadres de perception de l'injustice aux médias a ainsi trouvé dans Internet la condition de possibilité de sa mise en œuvre concrète.

Toutefois, il faut noter que durant le mouvement social de novembre-décembre 1995, cette opportunité a finalement été assez peu concrétisée, bien que ce soit durant cet épisode que les premières prises de conscience militantes ont eu lieu⁴. Pour la première fois, Internet a été sérieusement considéré comme un moyen d'argumenter et de justifier les revendications et d'offrir une couverture minimum aux actions afin d'essayer d'étendre le potentiel de mobilisation et de s'assurer un capital de sympathie plus important. Il a ainsi été nouvellement perçu comme une chance pour la circulation de l'information (Granjon, 2001).

Un sous-champ spécifique de l'espace des mouvements sociaux

En s'engageant auprès des groupements, associations et syndicats qui se trouvent, au mitan des années 1990, au

cœur de la conflictualité sociale (ATTAC, Solidaires, Ras l'front, Scalp, Reflex, Etudiants pour Sarajevo, CADAC/Marche des femmes, Les Marches européennes contre le chômage et l'exclusion, AC!, MNCP, SNUI, Première urgence, MRAP, Université ouverte, etc.), en fournissant les outils et services nécessaires à ces acteurs afin qu'ils s'organisent, diffusent de l'information et structurent des mobilisations (hébergement de listes de diffusion, de sites web, partage de fichiers, accès à différents réseaux internationaux, échange d'expériences, etc.), le R@S a pleinement pris part aux luttes sociales. Cet engagement s'est fondé sur le développement des outils numériques de production d'information et de communication. Il s'est donc agi d'un projet techno-politique dont la singularité est liée à cette mise en relation des mouvements sociaux avec la nécessité d'une appropriation des plus récents outils de communication sur réseaux.

L'originalité du projet est également à rapprocher d'une perspective politique particulière cadrant les bases de cet assemblage de la technique et de l'action collective. Le R@S ne s'est jamais contenté d'offrir à ses adhérents les moyens matériels de connexion au réseau, de « gérer » leurs listes de diffusion ou encore de leur offrir un soutien pédagogique et logistique, même si cette dernière dimension fut *de facto* importante, notamment s'agissant d'une acculturation aux problèmes de *privacy* et de surveillance. D'une part,

il s'est attaché à impliquer ses membres dans la production de ces moyens. D'autre part, il s'est efforcé de défendre le droit d'expression des mouvements sociaux depuis des attendus politiques singuliers. Considérant que la coexistence de ces différentes dimensions constituait sa raison d'être, le R@S a mené un projet original le distinguant par là-même d'autres initiatives de ce type.

Pour les fondateurs du R@S, il était clair que le *marché* allait, à terme, devenir l'acteur principal permettant une appropriation grand-public d'Internet, même si les abonnements RTC⁵ proposés par les Fournisseurs d'Accès à Internet (FAI) à partir de 1994 (France-net, Worldnet, Club-internet, etc.), étaient confidentiels et relativement onéreux. Aussi, le créneau du R@S n'a jamais été de s'opposer frontalement aux FAI dont il apparaissait qu'ils allaient devenir les protagonistes dominants de l'Internet en France. Fondé en 1996 (la première réunion a eu lieu le 31 janvier⁶ et la première assemblée générale le 8 juin de cette année), il participe de manière tout à fait singulière à ce qu'il est à l'époque convenu de nommer « l'Internet non-marchand ». D'autres initiatives ont précédé la création du R@S. Si leurs objectifs premiers ne recouvrirent jamais complètement ceux qu'allait se donner le R@S, elles rencontrèrent par ailleurs nombre de difficultés : dépassé par son succès et sommé de quitter le réseau de recherche public Renater dont il utilisait la bande passante, Mygale se

transforma finalement en entreprise commerciale en 1997 ; Altern, que son fondateur, Valentin Lacambre, définissait comme « gratuit sans contrepartie, ouvert à tous et d'une totale liberté d'expression » eut à subir de nombreux procès mettant en cause sa responsabilité éditoriale et mit la clé sous la porte en 2000 ; Intern@tif était affidé au Parti Communiste (hébergeant notamment les sites de *Regards* et d'Espaces Marx), mais envisageait son activité tout autant sous un angle entrepreneurial que militant ; de même, Globenet propose des services payants destinés aux ONG et à tous les types d'association tout en répondant à des nécessités de viabilité économique dues à la décision de faire reposer le projet sur un modèle salarial, modèle dont le R@S s'est soustrait pour préférer celui de la péréquation volontaire. Globenet fut toutefois un partenaire de choix pour le R@S, notamment parce qu'il lui fournît les moyens de se raccorder à Internet et que des accords de coopération technique furent très vite établis entre les deux organisations.

Sans doute est-il possible de décrire l'Internet non-marchand du milieu des années 1990 comme un champ en émergence, c'est-à-dire un univers sociotechnique structuré par des principes de régulation, des interdépendances, des ressources, des intérêts, etc. Le principal combat mené en son sein tient à la définition des enjeux légitimes du champ, à la capacité à faire entendre et reconnaître des valeurs spécifiques. D'abord contre les stratégies mar-

chandises des acteurs entrepreneuriaux : main invisible du marché *vs.* République des informaticiens, logiciels propriétaires *vs.* logiciels libres, nouvelles enclosures *vs.* libre circulation, etc. Mais la lutte est également interne au champ. Le R@S défend en effet des principes qui ne sont pas ceux depuis lesquels les autres acteurs de l'Internet non-marchand investissent l'espace associatif, syndical et des luttes sociales. Les cadres interprétatifs mobilisés au moment de la naissance du R@S sont liés à des dispositions militantes, des visions politiques et des compétences techniques singulières rassemblées au service d'un projet né de nécessités pratiques, et constituent le fond hybride à partir duquel se forge l'originalité de l'initiative.

Un projet techno-politique

La volonté de créer le R@S émerge à la croisée de différentes dynamiques politiques et d'engagements dont les frottements sont à la fois de type dispositionnel (des histoires-faites-corps) et sociabilitaires, c'est-à-dire *dans* et *entre* les personnes. Les intérêts se nouent et se renforcent ainsi sur la base de relations plus ou moins électives, mais également à l'occasion des rencontres fortuites, dans les cortèges, les coordinations et autres réunions dont le nombre explose durant le mouvement social de novembre-décembre 1995. Un passé militant commun à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR—cellule Jussieu) aura notamment

scellé des amitiés et une confiance réciproques entre des individus dignes de créances symboliques (respect, légitimité, affection) et partageant des valeurs politiques et organisationnelles⁷, lesquelles seront incidemment réactivées autour d'un souci commun pour l'informatique connectée qui, pour autant qu'il constitua, dès ces années militantes, un trait d'union entre ces personnes de par leurs études, ne fût pas l'objet d'un investissement politique de leur part : « Le problème de la LCR, c'est qu'elle n'a jamais cru à, à cette époque-là, à ce type d'outils, ça leur échappe complètement et ça va leur échapper jusqu'à la fondation du R@S ». Évoquant le noyau d'individus qui constituera le cœur du R@S, Jean Sylvestre note : « C'est une équipe qui avait déjà su collectivement assumer en 1980, à Jussieu, une grosse grève, longue, avec des violences policières et un mort... Donc des choses assez complexes à gérer ».

Aussi, est-il intéressant de noter que, contrairement à Samizdat dont certains des fondateurs étaient pétris de la culture autonome des centres sociaux italiens et des théorisations post-médiatiques chères à Félix Guattari et aux militants qui avaient entrepris de monter Radio Alice à Bologne, les initiateurs du R@S ne possèdent pas vraiment de *background* théorique, ni pratique, lié à la construction de médias alternatifs⁸ : « La référence, c'est plus l'outil de travail et l'appropriation de l'outil de travail que la production médiatique » précise François Saute-

rey. L'Internet se voit plutôt appréhendé comme un nouvel outil de production à l'instar de ce qu'a été la rotative de l'imprimerie montreuilloise pour les ex-militants de la LCR et comme un espace de liberté à préserver des marchands. La première plaque d'information du R@S précise ainsi que « Les organisations membres mettent en commun des moyens financiers et humains permettant d'accéder aux réseaux dans les meilleures conditions possibles. [...] Chaque organisation reste libre du contenu des communications : le R@S est plus une imprimerie qu'un journal ». Christophe Aguiton confirme : « L'affaire est vraiment simple. Moi, quand la grève démarre, on a quand même l'idée qu'on est au bord de rejouer un 1968. Et dans des conditions où dans le mouvement syndical on est bien mieux placés qu'en 1968, il faut préparer un appareil politico-technique qui permette de répondre à ça. C'est une situation de crise, il faut pouvoir donner des mots d'ordre, il faut pouvoir animer un réseau, etc. Or tout ça se fait en général par La Poste... Quand la grève démarre, on se rencontre très vite qu'il n'y a plus de trains... Le transport de nos petits sacs va avoir du mal à passer. Et puis, très vite, les centres PTT sont eux-mêmes paralysés, la grève paralyse très vite La Poste ».

Ce sont en fait les demandes spécifiques du syndicat SUD-PTT⁹ ayant l'habitude d'utiliser les outils informatiques et surtout de télécommunication naturellement à sa disposition

(téléphone, fax, téléconférences, etc.) dans le cadre de ses activités militantes qui permettront, depuis une exigence éminemment pratique et une « *logique télécom* » (maintenir la communication en période de grève et de blocage), de réactiver un *capital militant*¹⁰ partagé et de le conjuguer nouvellement à des passions individuelles communes : « *Il y avait un acte de foi militant d'un côté et de l'autre côté, une pratique d'un outil nouveau*, précise François Sauterey. *Le R@S c'est la recherche de comment est-ce que les deux pouvaient se goupiller* ». En fédérant ces diverses compétences, à la fois techniques et politiques, ce rapprochement des personnes et des passions constituera également une prise pour d'autres individus qui rentreront dans le projet depuis des intérêts plus spécifiques qu'ils définiront comme ceux de « *techos*¹¹ » ayant des compétences rares s'agissant notamment du protocole TCP/IP. Ces derniers sont plutôt engagés dans la défense d'un Internet non-marchand, cause notamment portée, dès 1992, par l'association *French Data Network* (FDN). Ils reconnaissent donc s'y être investis d'abord pour le défi technique et dans la continuité d'expériences alternatives diverses (BBS, Usenet, piratage, etc.). Si certains d'entre eux avaient des engagements syndicaux ou associatifs, d'autres ne s'étaient jusqu'alors jamais engagés politiquement dans une organisation et reconnaissent sans mal « *ne pas avoir eu, [à l'époque], réellement conscience* » de la charge à proprement parler politique de leur investissement.

Si la domination symbolique des « politiques » sur certains « techos » empêche qu'un dialogue de fond ne s'instaure entre tous les prenant-parts au projet, la tension entre ces deux groupes d'individus naît aussi de la répartition inégalitaire du *capital technique* : « Tu avais les techos qui parlaient technique et bon... les gens comme moi ils ne comprenaient pas grand-chose, honnêtement » témoigne Jean-Michel Allard.

Le projet fait notamment fond sur un triptyque lexical qui valorise les termes de « réseau », d'« expérimentation » et de « moyens », lesquels sont convoqués et fonctionnent selon une logique double, à la fois technique et politique. Le réseau est à la fois le réseau télématique et le réseau des associations, des mouvements et des syndicats. L'expérimentation est la fois l'expérimentation de l'outil technique et du travail en commun. Plus encore, le projet est un moyen et non une fin. La forme organisationnelle envisagée pour donner corps au R@S éclaire alors la perception de cette tension entre centralité et marginalité de la technique. Lors de la première réunion du 31 janvier 1996, ce qui s'appelait encore le RIS (Réseau d'Innovation Sociale) était appréhendé comme devant désigner « l'ensemble des organisations parties prenantes de cet effort », tandis que le CRRIS (Centre de Ressources du RIS) était défini comme l'instance chargée de la mise en œuvre et de l'administration des moyens informatiques, se devant ainsi

d'apporter « temps et compétence au projet du RIS ». Cette proposition de subordination–autonomie visait à garantir l'effectivité du projet et à le couvrir contre le risque majeur d'un décentrement des aspects politiques au profit de la résolution de problèmes essentiellement techniques. *De facto*, le rapport de subordination/allégeance du CRRIS envers le RIS a eu pour contrepartie de contribuer à la sédimentation d'une relation asymétrique entre « sachants » et « demandants ». Celle-ci justifia notamment l'existence de coopérations avec des individus qui, bien que non-membres du R@S, pouvaient néanmoins, du fait de leur excellence en matière informatique, disposer de l'octroi de privilèges d'accès maximum aux serveurs (*root*). Au cours de son processus de constitution, le R@S renoncera à sa première dénomination. Il donnera ainsi, symboliquement, une certaine prééminence à ses membres (un réseau d'associations) et à leurs projets politiques, en passant au second plan l'objet particulier du projet initial. Toutefois, ce sont les individus disposant de ces deux formes spécifiques de capital qui impulseront, au sein des deux instances de l'organisation, *via* le Conseil d'administration (CA) et/ou le Centre de Ressources du R@S (CRRAS), les principales orientations du R@S, par exemple quant à la nécessité de s'appuyer sur des logiciels libres. François Sauterey se souvient ainsi : « s'il n'y avait pas eu Stéphane [Bortzmeyer] et sa défense de Linux, je pense qu'on ne serait pas allés

du tout dans cette voie là¹² ». Il faut souligner que parmi ces « techos » politisés, une majorité ne pouvait se prévaloir de représenter une organisation fondatrice, ni même seulement candidate à l'adhésion. Cette forte contradiction sera levée par un artifice statutaire. En créant le statut de *membres bienfaiteurs*, dépourvus de droit de vote aux assemblées générales, mais tout à fait éligibles au conseil d'administration et, surtout, pouvant participer au CRRAS, le R@S entérinera sa dépendance vis-à-vis de ce groupe restreint de personnes.

Une vision politique singulière

Si les choix technologiques sont présentés par quelques individus parmi les plus compétents en informatique connectée comme des positionnements éminemment politiques, il existe également une analyse de la situation sociale que partage une majorité des initiateurs du R@S et qui leur apparaît comme un élément moteur de la conflictualité sociale : le mouvement de novembre-décembre 1995 signe l'émergence d'une critique sociale d'un « nouveau » genre, non plus organisée depuis de grandes centrales syndicales et des partis politiques, mais intégrant également une large composante de groupements indépendants, porteurs de causes singulières et organisés en réseaux. Ce rassemblement fut considéré comme pouvant être assisté par les opportunités ouvertes par Internet. Envisagé par certains comme « *comme*

une coopérative d'usages » et une plateforme d'échange de bonnes pratiques télématiques, le R@S est aussi appréhendé comme devant permettre de faire de « *l'interpro* » ou de travailler à l'acculturation mutuelle des causes et des expertises de ses membres, voire à l'entretien d'un front unique des luttes.

Isabelle Saint-Saens souligne ainsi l'importance « de la possibilité, à la fois, de faire connaître et de discuter au sein d'un réseau et aussi de mettre en commun un certain nombre de pratiques militantes et de pouvoir en discuter. C'est ça qui me semblait aussi une nécessité politique, ce qui m'a par exemple semblé évident entre Act-Up et le Gisti. Et le R@S pouvait être un des endroits où ce genre de réflexion pouvait se faire jour ». Et d'ajouter : « Au R@S, il y avait toujours un côté de la discussion qui était très technique, mais il y avait aussi une discussion plus large, une réflexion politique de mouvement ». De fait, les premières réunions qui allaient mener à la création du R@S seront l'occasion de faire se rencontrer *in praesentia* des individus participant d'univers militants hétérogènes et jusqu'alors peu connectés entre eux. Certains de ces rapprochements qui auront des prolongements *on line* déboucheront ponctuellement sur la mutualisation des expériences et des expertises, sans pour autant qu'ils ne soient l'objet de stratégies définies par le R@S, mais aussi sans qu'ils ne conduisent à des collaborations particulièrement développées : « À titre personnel, nous confie Jean Sylvestre, je

pensais qu'on allait reconstruire par confluence et confrontation et il fallait absolument multiplier les prétextes à ce que des gens de parcours différents se rencontrent. Avec le R@S, on était à peu près en phase avec cette problématique de trouver d'autres formes d'organisation et de s'emparer des outils qui permettaient facilement de fonctionner dans cette problématique de rassemblement ». Dans les premiers temps, les organisations-membres coexistent les unes avec les autres davantage qu'elles ne coopèrent étroitement. Mais l'acceptation de cette proximité est déjà perçue comme une première victoire.

« Créer des passerelles entre des orgas qui jusqu'à maintenant n'en avaient pas » deviendra une sorte de leitmotiv dont on peut d'ailleurs trouver une autre trace dans l'engouement commun pour les formes d'organisation du mouvement zapatiste, lequel, à l'époque, est considéré comme le laboratoire « exotique » de nouvelles modalités d'engagement mêlant réticulation et usages d'Internet. Dans le cadre du R@S, c'est la technique qui fut motif à coopération, notamment *via* certaines listes de discussion dédiées¹³, mais aussi l'endroit où s'est imposée une certaine transparence dont il était espéré qu'elle fut une incitation au partage. Si les contenus restent bien évidemment le propre de ceux qui les produisent et de ceux qui en sont les destinataires, le code est en revanche public par défaut et mis à la disposition de chacun des membres, comme une incitation à

prendre, davantage qu'à donner : « Tout le monde voit tout. C'est-à-dire que tout le monde peut aller se promener dans le site web du voisin, pas avec des droits d'écriture, mais avec des droits de lecture complets sur le serveur. C'est une décision prise du premier jour jusqu'au dernier », explique François Sauterey. Le partage de la « forme » est alors pressenti comme un élément dynamique (un premier pas) susceptible de conduire à des connivences d'ordre plus politiques. Evidemment, le postulat porte ici, l'empreinte d'une certaine idéologie de la communication qui envisage le partage d'une infrastructure comme le catalyseur à de potentielles unions, voire comme la caution à des logiques de pacification¹⁴. Partager un serveur est pourtant un appariement de type infra-politique et dont les supposées virtualités n'ont *a priori* aucune raison de s'actualiser en des mitoyennetés activistes, débouchant sur des formes d'action collective conduites de concert. *De facto*, l'expérience du R@S ne révèle en ce domaine aucun miracle quant à la capacité des ressources techniques à créer *ex abrupto* du commun.

La définition du R@S comme un fournisseur d'hébergement et d'accès va contribuer à créer un déficit de contenu politique que les valeurs partagées et partiellement actualisées dans le mode spécifique de fonctionnement de l'association (cooptation, partage d'expériences, etc.) ne vont pas suffire à combler. Trois types d'investissement du champ politique par le R@S vont

dès lors entrer en tension. Le premier concerne l'enjeu politique et sociétal lié au développement d'Internet dont témoignera l'adhésion du R@S à l'Association des Utilisateurs d'Internet (AUI). Paradoxalement, dans les premiers temps de l'organisation, cette adhésion sera envisagée comme un soutien évident à cet espace d'intérêts singuliers, mais ne donnera pas lieu à un investissement particulier en ce domaine. Le deuxième axe relève, pour sa part, de la prise en main de l'association par ses membres, dans une démarche de coproduction simultanée de pratiques et d'outils. La singularité du R@S résidait notamment dans cette proposition. Enfin, le troisième « élan » politique du R@S fut de vouloir inscrire l'organisation dans un champ plus large de recompositions politiques et organisationnelles. Le terrain de l'informatique connectée fut alors appréhendé comme offrant le double avantage d'ouvrir un espace vierge de pratiques et de permettre la prolifération des liens entre divers groupements et mouvements. Le rôle alors assigné au R@S lui imposait d'être le plus neutre possible. Or l'infléchissement vers l'intervention publique et la prise de position va créer des conflits avec la visée de neutralité prescrite par ce dernier type d'investissement. De même, l'objectif d'auto-organisation et de coproduction entrera en concurrence avec la conception d'un collectif ouvert à l'éventail des initiatives de recombinaison politique. L'option retenue par

le R@S sera alors de mettre en tension ces contradictions plutôt que d'en fournir une grille de résolution. Aussi, entre ces trois sensibilités, la base d'accord se réduira à l'importance de se sai-

sir de l'informatique connectée sur un mode non-commercial. Le fournisseur mutualisé d'hébergement et d'accès à Internet que le R@S va devenir matérialisera ce *statu quo*.

Bibliographie

Fabien Granjon, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 2001.

Lilian Mathieu, *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le

capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p.5-11.

Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982.

Notes

¹ Lilian Mathieu, *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

² Les verbatim ici reproduits sont extraits des entretiens semi-directifs (2011) que nous avons conduits auprès des principales personnes qui ont été à l'origine de la création du R@S.

³ Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982.

⁴ Avant Internet, il y eut, en France, les réseaux télématiques de première génération (Minitel) qui s'accompagnèrent de quelques tentatives d'appropriation de type militant *via* les messageries en ligne offertes par les services Télétel. En 1988-1989, ce fut, par exemple le cas de la coordination des infirmières et, en 1992, des syndicalistes qui uti-

liseront, pendant la grève du Ministère des finances, le Minitel pour organiser leurs actions. Certains membres du R@S, à l'instar de François Sauterey qui en assura, jusqu'à la dissolution de l'association, une large part de la maintenance, envisagèrent, dès cette époque du Minitel, de développer des usages syndicaux de la télématique, par exemple dans le cadre du SNES, lors de la mobilisation des enseignants en 1989 et de la mise en place d'une coordination nationale « Les profs en colère ». Citons également le cas de Jean-Michel Allard qui développera le premier site du SNUI sur Mygale.org pour pouvoir disposer « *d'un fil permanent d'information* » et rendre publique une expertise fiscale.

⁵ « RTC » signifie « Réseau Téléphonique Commuté ». Il s'agit du réseau téléphonique « traditionnel » qui permet de relier un abonné aux commutateurs d'un central télé-

phonique et autorise également, *via* un modem, une connexion à Internet, mais de type « bas débit ».

⁶Réunion qui s'est tenue au sein des locaux de la Fédération SUD-PTT et a réuni, outre des représentants de cette dernière, des membres mandatés de : Reflex, Scalp, Free-nix, SNUI, DAL, Cargo/Maison de toutes les chimères, AC!, Internatif, SNCS (FEN), Globenet, Etudiants pour Sarajevo, auxquels s'adjoignent des militants sans mandat de Ras l'Front, du SNES/FSU ainsi que quelques personnes présentes à titre individuel.

⁷Un des caractères les plus singuliers du R@S sera l'adhésion par cooptation. Une demande d'adhésion ne sera validée que si elle recueille l'assentiment des deux tiers des membres. Cette mesure qui pourrait passer pour singulière dans le mouvement associatif, ne l'est ni dans les collectifs d'experts de l'Internet et du logiciel libre, ni dans les organisations politiques « léninistes » qu'avaient assidument fréquentées plusieurs initiateurs du projet. Participer du R@S n'est pas envisagé comme l'adhésion d'un membre, mais comme l'intégration d'une organisation militante par décision d'une cellule de l'organisation.

⁸Certains membres-fondateurs de Samizdat seront présents dès les premières réunions de construction du R@S, mais en tant qu'adhérents d'association comme Reflex, *a priori* intéressée par le projet.

⁹Christophe Aguiton sera la personne qui portera cette nécessité au sein de SUD-PTT et initiera une partie des rencontres entre « vieux camarades » dont il pensait qu'ils seraient susceptibles de se retrouver derrière ce type de projet. D'autres organisations adhérentes du R@S auront une problématique identique bien qu'elle s'appliquera à des situations et des acteurs spécifiques, à

l'instar d'Etudiants pour Sarajevo, association qui cherchait à maintenir les liens scientifiques à l'international pour les enseignants-chercheurs bosniaques durant la guerre frappant l'ex-Yougoslavie.

¹⁰ Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 5-11.

¹¹Laurent Chemla jouera ainsi un rôle clé aux prémises du R@S en installant avec Stéphane Bortzmeyer le premier serveur (un ordinateur PC déclassé de Sud-PTT baptisé Emiliano, en hommage à Emiliano Zapata et à l'EZLN).

¹²*De facto*, le projet se situe à la rencontre du logiciel libre et de l'Internet (en tant que protocole unifié d'interconnexions de réseaux). Ainsi, le premier dispositif opérationnel se présentera comme un BBS, c'est-à-dire une application caractéristique de la paléo-télématique, mais sa connectivité s'appuiera sur TCP/IP. De même, à aucun moment, il ne sera envisagé que le système d'exploitation du serveur comme l'application serveur puisse ne pas être des logiciels libres.

¹³Sans doute faut-il ici insister sur la place particulière qu'occupe le courrier électronique dans le projet du R@S. L'échange informationnel non appuyé sur l'expérimentation est alors qualifié de « bavardage ». L'inscription à une liste de diffusion vaut davantage inscription à un procès de travail coopératif, qu'à un abonnement à une source d'information.

¹⁴Les promoteurs du R@S se sont retrouvés en situation de démontrer l'intérêt spécifique du projet pour chacun de ces groupements susceptibles d'adhérer. Il était alors difficile de ne pas faire jouer les ressorts argumentatifs pré-armés par le discours dominant sur les potentialités du réseau des réseaux.